



---

## Conseil de sécurité

Réunion en formule Arria (VTC)

### Réunion en formule Arria sur le Myanmar

New York, le 9 avril 2021

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

La Suisse remercie le Royaume-Uni pour l'organisation de cette réunion informelle. Nous remercions aussi les intervenants et l'intervenante pour leurs contributions. Elles mettent en lumière la situation catastrophique sur le terrain et le courage de celles et ceux qui s'engagent en vue de restaurer la démocratie au Myanmar. Nous saluons également la contribution du CRPH à cet égard, en particulier l'*Interim Federal Democracy Charter*, qui a été élaborée en collaboration avec les principales parties prenantes et qui constitue la base pour une démocratie inclusive.

Nous appelons la communauté internationale à renforcer son engagement pour la résolution de cette crise selon les trois axes suivants :

Premièrement, la Suisse exhorte les autorités militaires à restaurer le gouvernement civil démocratiquement élu et demande la libération sans condition de toutes les personnes arbitrairement détenues. La Suisse est extrêmement préoccupée par la répression violente menée par les autorités militaires. Nous sommes fortement inquiets de l'usage de la force disproportionnée, y compris létal, contre la population, et notamment contre des manifestants pacifiques et des enfants. Nous condamnons également les violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Nous tenons à rappeler ici la résolution du Conseil des droits de l'homme adoptée par consensus en mars ainsi que la déclaration conjointe de début avril par près de 80 États Membres sur la situation des journalistes au Myanmar. Les violations du droit international doivent immédiatement cesser et la reddition de comptes doit être assurée. Ces violations doivent faire l'objet d'enquêtes crédibles, transparentes, indépendantes et impartiales. A cet égard, la responsabilité primaire incombe au Myanmar. La Suisse exhorte le Myanmar à collaborer avec le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar. De manière complémentaire, la Suisse appelle le Conseil de sécurité à déférer la situation à la Cour pénale internationale.

Deuxièmement, il est primordial de travailler à une solution politique à la crise. La Suisse, qui s'est activement engagée dans la transition démocratique au Myanmar, appelle les différentes parties à chercher le dialogue et la réconciliation et reste à disposition pour les soutenir dans ces efforts avec son expertise. Nous soutenons également tout effort de l'ASEAN afin de faciliter une solution négociée à la crise et un retour à la démocratie au Myanmar. Le mandat de l'Envoyée spéciale de l'ONU est aussi particulièrement important dans ce contexte. La Suisse appelle les autorités militaires à permettre sans plus attendre une visite dans le pays, étant entendu à l'avance que la possibilité sera accordée à

l'Envoyée spéciale de rencontrer les dirigeants militaires, les dirigeants du gouvernement civil qui ont été arrêtés et les représentants du mouvement démocratique afin d'engager un dialogue.

Troisièmement et en complément, il est crucial que l'ONU reste engagée sur cette crise avec la plus grande priorité. La Suisse soutient l'appel de différents mécanismes de l'ONU pour que le Conseil de sécurité prenne des mesures concrètes contre l'escalade de la violence au Myanmar. Elle appelle ce Conseil à continuer de suivre activement la situation dans le cadre de son programme de travail formel. La Suisse estime également que l'Assemblée générale a un rôle complémentaire à jouer dans le cadre de ses compétences face à des situations urgentes comme celle-ci.

Il est grand temps que le Conseil de sécurité prenne les mesures qui sont à sa disposition pour mettre fin à la crise. L'inaction ne saurait nous être pardonnée face à l'escalade des violences, à la gravité des conséquences sociales et humanitaires, et aux avertissements d'un embrasement plus grand encore proférés par l'Envoyée spéciale dans ses briefings au Conseil de sécurité ainsi que devant l'Assemblée générale.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Madam President,

Switzerland would like to thank the United Kingdom for organizing this informal meeting. We also thank the speakers for their contributions. They highlight the catastrophic situation on the ground and the courage of those who are committed to restoring democracy in Myanmar. We also welcome the contribution of the CRPH in this regard, in particular the "interim Federal Democracy Charter", which was elaborated in collaboration with key stakeholders and which provides the basis for an inclusive democracy.

We call on the international community to strengthen its commitment to the resolution of this crisis along the following three areas:

Firstly, Switzerland urges the military authorities to restore the democratically elected civilian government and calls for the unconditional release of all those arbitrarily detained. Switzerland is extremely concerned about the violent repression by the military authorities. We are deeply disturbed about the disproportionate use of force, including lethal force, against the population, in particular against peaceful demonstrators and children. We also condemn the violations of the right to freedom of opinion and expression. We would like to recall here the Human Rights Council resolution adopted by consensus in March as well as the joint statement issued in early April by nearly 80 Member States on the situation of journalists in Myanmar. Violations of international law must end immediately and accountability must be ensured. These violations must be investigated in a credible, transparent, independent and impartial manner. The primary responsibility in this regard lies with Myanmar. Switzerland urges Myanmar to cooperate with the Independent Investigation Mechanism for Myanmar. In addition, Switzerland calls on the Security Council to refer the situation to the International Criminal Court.

Secondly, it is essential to work towards a political solution to the crisis. Switzerland, which has been actively involved in the democratic transition in Myanmar, calls on the various parties to seek dialogue and reconciliation, and remains ready to support them in these efforts with its expertise. We also support any efforts made by ASEAN to facilitate a negotiated solution to the crisis and a return to democracy in Myanmar. The mandate of the UN Special Envoy is also particularly important in this context. Switzerland calls on the military authorities to allow a visit to the country without further delay, on the understanding that the Special Envoy will be given the opportunity to meet with the military leadership, the detained civilian government leaders and representatives of the democratic movement in order to engage in dialogue.

Thirdly, and as a complement, it is crucial that the UN remains engaged on this crisis with the highest priority. Switzerland supports the call by various UN mechanisms for the Security Council to take concrete action against the escalating violence in Myanmar. It calls on the Council to continue to actively monitor the situation as part of its formal programme of work. Switzerland also believes that the General Assembly has a complementary role to play within the framework of its competencies in urgent situations like this one.

It is high time for the Security Council to take the measures at its disposal to end the crisis. We cannot be forgiven for inaction in the face of the escalating violence, the gravity of the social and humanitarian consequences, and the warnings of an even greater conflagration issued by the Special Envoy in her briefings to the Security Council and to the General Assembly.

I thank you.